

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

Pépinière de Baléone – Bureau n°3
RT 22 - Z.A Baléone centre
20167 Sarrola Carcopino

Tél : +33 7 88 47 69 82
Mél : marielle.vezilier@bureauveritas.com

N° affaire : 23121261_1-9CVVJ3V

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : 20/SOLENZARA/DEA BA 126
Dépôt Essence et Air
BA 126
20145 SOLENZARA


Destinataire :

ESID Service Energie Opérationnel (SEO) et GEP
contact SEO
Fort de Vanves 27 boulevard de Stalingrad
92240 Malakoff

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2**Présence d'Amiante - Présence de Plomb**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
30/08/2024	Rev0	Creation du PGC SPS	Marielle VEZILIER 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	7
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	7
1.1.4. Démarche environnementale	7
1.1.5. Prévision du nombre de lots	8
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	8
1.2. Présentation des intervenants	8
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	10
2.1. Principe des séquences d'interventions	10
2.2. Inspections Communes	10
2.3. PPSPS	10
2.3.1. Pénalités	11
2.4. Sous-traitance	11
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	11
2.4.2. Transmission du PGC	11
2.4.3. Obligation du sous-traitant	11
2.5. Intérimaires	12
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	12
2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1	12
2.8. Protections individuelles	12
2.9. Modalité d'accueil des salariés	12
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	13
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	14
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	15
3.2. Emprise de chantier	16
3.2.1. Clôture et portail	16
3.2.2. Accès	16
3.2.3. Circulations	17
3.2.4. Signalisation	17
3.2.5. Stationnements	17
3.2.6. Stockage	17
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	17
3.2.8. Cantonnements et entretien	18
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	19
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	19
3.3.2. Plan d'installation de chantier	20
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	20
4. MESURES DE COORDINATION SPS	22
4.1. Définition des séquences d'interventions	22
4.2. Analyse de risques	24
4.3. Co-activités et protections collectives	32
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	32
4.3.2. Déplacement de protection collective	33
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	33
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	34
4.4. Equipement de levage	35
4.4.1. Autorisation de survol	35
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	35
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	35

4.5.1. Approvisionnements et stockage	35
4.5.2. Travaux superposés	36
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	36
4.5.4. Protection contre le bruit	36
4.5.5. Protection contre l'incendie	36
4.5.6. Travaux en hauteur	36
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	37
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	37
4.6. Moyens communs	38
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	38
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	38
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	38
4.6.4. Protection des accès – Auvents	39
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	39
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	40
5.1. Stockages sur le chantier	40
5.2. Nettoyage	40
5.3. Enlèvement des déchets	40
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	40
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	41
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	41
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	42
6.1. Déclarations particulières	42
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	42
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	43
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	43
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	44
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	44
6.7. Cas particulier	44
7. ORGANISATION DES SECOURS	45
7.1. Téléphone de secours	45
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	45
7.3. Travail isolé	45
7.4. Procédure d'organisation des secours	45
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	45
7.6. Point de rencontre secours	45
7.7. Modèle de fiche de secours	46
ANNEXES AU P.G.C.	47

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre : DCE
- la visite préalable

Le Plan Général de Coordination SPS constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans le Plan Général de Coordination ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le plan Général de Coordination pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le plan général de coordination sera complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier. Il intégrera au fur et à mesure de leur élaboration en les harmonisant les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Modernisation des infrastructures pétrolières spécialisées (IPS) du dépôt essences air (DEA) de SOLENZARA :

- Travaux de démolition
- Travaux de désamiantage - Déplombage
- Travaux de déconstruction
- Travaux de construction TCE

Travaux à réaliser SK-MER

- ☐ Réalisation d'une nouvelle pomperie,
- ☐ Réalisation d'une installation de chargement/déchargement,
- ☐ Réalisation d'une voirie circulaire et mise en place d'un éclairage adapté
- ☐ Réalisation du réseau d'effluents et mise en place d'un réservoir de confinement de 100 m3,
- ☐ Mise en place d'un réservoir de purges (15 m3 nobles, 10 m3 rebuts),
- ☐ Construction d'un réservoir aérien 400 m3 dans un encuvement béton pour la gestion des eaux contaminées, lors d'une réception d'un pétrolier,
- ☐ Déconstruction des regards (béton) des réservoirs avec mise en place de regards en acier soudés,
- ☐ Retrait des pompes immergées et remplacement par des pompes de surface,
- ☐ Réalisation des éclairages,
- ☐ Mise en conformité de la totalité des capteurs et actionneurs,
- ☐ Remplacement des pompes de relevage des encuvements et des séparateurs associés,
- ☐ Passage en aérien de la totalité des tuyauteries d'exploitation,
- ☐ Réalisation d'un fossé d'infiltration,
- ☐ Réalisation d'une protection périphérique anti-intrusion et portails d'accès à 2.50 m,
- ☐ Reprise complète du réseau BT avec mise en place d'un TGBT,
- ☐ Réalisation de l'électricité et de l'automatisme avec déploiement CAM,
- ☐ Déconstruction des anciennes installations après réception des nouvelles conformément au plan de déconstruction.

Travaux à réaliser K1

- ☐ Réaménagement de la pomperie existante, K1
- ☐ Réalisation de deux installations de chargement/déchargement,
- ☐ Reprise de l'intégralité de la voirie et élargissement de la circulaire avec mise en place d'un éclairage adapté,
- ☐ Réalisation d'un réseau d'effluents et mise en place d'un réservoir de confinement de 100 m3,
- ☐ Réalisation d'un local analyses et mise en place d'un réservoir de purges (15 m3 nobles, 10 m3 rebuts),
- ☐ Déconstruction des regards (béton) des réservoirs avec mise en place de regards en acier soudés,
- ☐ Reprise en étanchéité du regard (chambre à vannes),
- ☐ Retrait des pompes immergées,
- ☐ Réalisation des éclairages,
- ☐ Mise en conformité de la totalité des capteurs et actionneurs,
- ☐ Remplacement des pompes de relevage des encuvements et des séparateurs associés,
- ☐ Passage en aérien de la totalité des tuyauteries d'exploitation,
- ☐ Réalisation d'un fossé d'infiltration,
- ☐ Réalisation d'une protection périphérique anti-intrusion et portail d'accès à 2.50 m,
- ☐ Reprise complète du réseau BT avec mise en place d'un TGBT,
- ☐ Réalisation de l'électricité et de l'automatisme avec déploiement CAM,
- ☐ Déconstruction des anciennes installations conformément au plan de déconstruction.

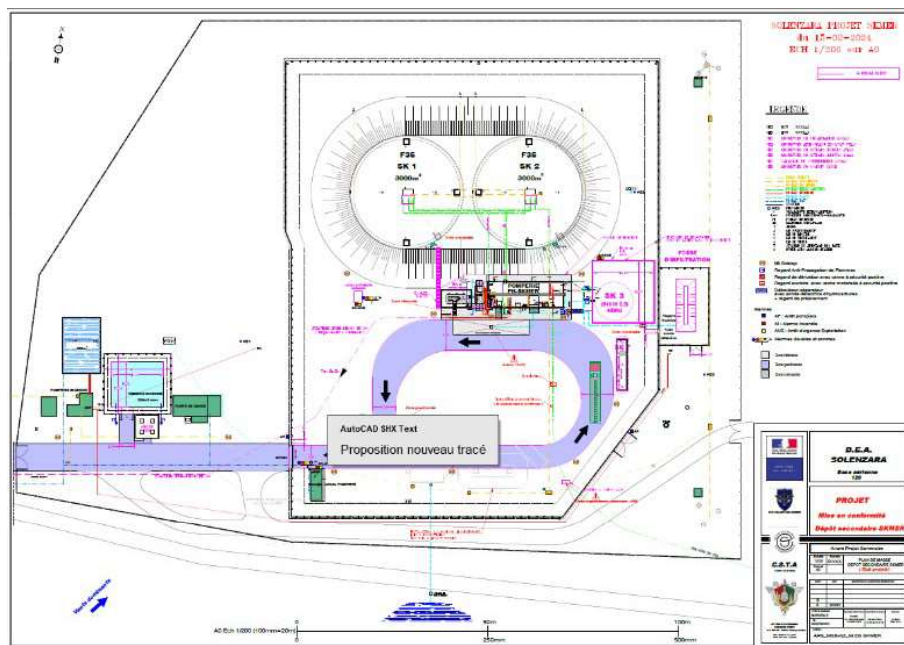
Travaux à réaliser K2

- ☐ Réaménagement de la pomperie existante, K2
- ☐ Réalisation de deux installations de chargement/déchargement,

- ☐ Construction d'un réservoir de 1000 m3 et réseaux associés,
- ☐ Réalisation d'un parking protégé de 10 places,
- ☐ Reprise de l'intégralité de la voirie circulaire avec la réalisation d'une sortie et la mise en place d'un éclairage adapté,
- ☐ Réalisation de deux réseaux des effluents et mise en place de 2 réservoirs de confinement de 100 m3,
- ☐ Réalisation d'un local analyses et mise en place de 2 réservoirs de purges (15 m3 nobles, 10 m3 rebuts),
- ☐ Déconstruction des regards (béton) des réservoirs avec mise en place de regards en acier soudés,
- ☐ Mise en conformité de la totalité des capteurs et actionneurs,
- ☐ Remplacement des pompes de relevage des encuvements et des séparateurs associés,
- ☐ Passage en aérien de la totalité des tuyauteries d'exploitation,
- ☐ Réalisation d'un fossé d'infiltration,
- ☐ Réalisation d'une protection périphérique anti-intrusion et portails d'accès à 2.50 m,
- ☐ Reprise complète du réseau BT avec mise en place d'un TGBT,
- ☐ Réalisation de l'électricité et de l'automatisme avec déploiement CAM.
- ☐ Déconstruction des anciennes installations conformément au plan de déconstruction.

Travaux à réaliser tuyauterie inter-dépôts

- ☐ Remplacement des tuyauteries inter-dépôts, par des tuyauteries double enveloppe, avec retrait des champs d'anodes associés



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O.,
Mode de passation des marchés : lots séparés
Type de marchés : publics

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 avril 2025
Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 40
Phasage des travaux: Un planning des travaux sera joint au DCE

1.1.4. Démarche environnementale

La Charte des chantiers respectueux de l'environnement

Un chantier respectueux de l'environnement est le prolongement naturel des efforts de qualité environnementale mis en place lors de la conception d'un bâtiment. Tout chantier de construction génère des nuisances sur l'environnement proche, l'enjeu d'un chantier respectueux de l'environnement est de limiter ces nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement.

Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP, les objectifs d'un chantier respectueux de l'environnement sont de :

- o limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- o limiter les risques sur la santé des ouvriers
- o limiter les pollutions de proximité lors du chantier
- o limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge

Modalités de mise en place

Les entreprises devront se conformer à la charte des chantiers respectueux de l'environnement.

La C.SPS demande à ce qu'un poste concernant la gestion des déchets soit créé dans la D.P.G.F. La charte chantier respectueux de l'environnement fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier.

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier (sous-traitants, intérimaires etc.) s'engagent à respecter la réglementation en vigueur.

Diagnostic relatif à la gestion des déchets avant la démolition d'un bâtiment

Afin de favoriser le recyclage des déchets que peuvent générer des opérations de démolition ou de réhabilitation lourde d'un bâtiment, un diagnostic sur la nature ou la quantité de ces déchets est réalisé par le maître d'ouvrage avant le début des travaux. Cette mesure s'applique aux démolitions de bâtiments pour lesquelles la date de dépôt de la demande de permis de démolir, ou, à défaut, la date d'acceptation des devis ou de passation des marchés relatifs aux travaux de démolition est postérieure au 1er mars 2012.

L'entreprise titulaire en charge de ce lot, devra prendre connaissance de ce diagnostic avant la démolition des bâtiments.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : Un lot général divisé en sous lots :

- Electricité
- Chaudronnerie
- Génie civil
- Revêtements

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : - Effectif moyen prévisible sur l'opération : 5 personnes
- Effectif de pointe prévisible : 10 personnes
Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, cette opération est classée en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du Code du Travail.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	ESID Service Energie Opérationnel (SEO) et GEP	Fort de Vanves 27 boulevard de Stalingrad 92240 Malakoff	philippe1.baumer@intrade f.gouv.fr	contact SEO
Exploitant	DEA DE SOLENZARA	BA 126 - DEA K2 RT10 – CS 10001 20240 VENTISERI	alexandre- l.schulz@intrade f.gouv.fr	Lieutenant Alexandre SCHULZ

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'œuvre	Direction de l'Exploitation et de la Logistique Pétrolières InterArmées - Service de l'énergie opérationnelle	Centre de soutien technique et administratif SEO / CSTA / INFRA / MOE Caserne Thiry - 47, rue Sainte Catherine - CS 60016 Thierry DELLIAUX Chargé d'affai 54035 NANCY CEDEX	06.48.53.51.84 thierry.delliaux@intradef.gouv.fr	Thierry DELLIAUX
Maîtrise d'ouvrage délégué	SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES	139 RUE DE BERCY 75572 PARIS CEDEX 12	xxx@yyy.fr	
Inspection du travail	CGA/IS/ITA	60, bld du Général Martial VALIN CS 21623 75 509 PARIS cedex 15	christophe.legrand@intradef.gouv.fr	LCL Christophe LEGRAND
CARSAT	CARSAT SUD EST	455, Promenade des Anglais 06200 NICE		
CRAM	Médecine du Travail Haute Corse	Parc Technologique ZAE Erbajolo, Pôle Prévention 20600 Bastia	raffalli@medecinetravail2b.com	contact médecine du travail 2B
OPPBTP	OPPBTP CORSE	12 Quai des Martyrs de la Libération 20200 BASTIA	0617363044 jeremy.terrachon@oppbtp.fr	Jeremy TERRACHON
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION CORSE	Pépinière d'entreprise de Baléone - Bureau n°3 RT 22 ZA Baléone Centre 20167 SARROLA CARCOPINO	0788476982 marielle.vezilier@bureauveritas.com	Marielle VEZILIER

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

OBLIGATION DE REMISE DU PPSPS

Tous les entrepreneurs, y compris les indépendants, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- 30 jours à compter de la réception de la notification de marché pour l'entrepreneur titulaire du lot notifié par un contrat signé par le Maître d'Ouvrage.
- 8 jours pour les entreprises de second œuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil.

Après l'harmonisation du PPSPS avec le PGC SPS, les entreprises seront autorisées à intervenir sur l'opération.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions

communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité

du chantier,

- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Rappel réglementaire :

Tout maître d'ouvrage ou propriétaire est tenu, selon l'article R4412-1 à R4412-160 du code du Travail, de procéder à l'évaluation des risques chimiques, cancérigène mutagène et reprotoxique, liés à son bâtiment, et donc d'identifier tous les polluants potentiellement présents dans les zones objets des travaux, tels que l'amiante ou le plomb.

Diagnostic Amiante :

Dans le cadre de l'opération, le bâtiment en question a été construit avant 1997. D'après la réglementation, l'article R.4412-97 du code du travail précise que :

“I. - Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles qui décide d'une opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante fait réaliser la recherche d'amiante mentionnée à l'article L. 4412-2 dans les conditions prévues par le présent paragraphe. »

Le rapport de repérage amiante avant travaux ref n° : BURGEAP-SOLENZARA-RADU-AM-PB en date du 26/12/2017 a été transmis à la C.SPS.

En conclusion du rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante après analyse en laboratoire :

Colle de plinthe (RDC K2 - BAT 1)

Conduit (RDC K2 - BAT 1)

Conduit et chapeau (RDC K2 - BAT 1 extérieur)

Plaque ondulée (RDC K2 - BAT 3)

Plaque ondulée (RDC K2 - BAT 6)

Joints de bride (RDC K1 - BAT 11)

Joints de bride (RDC K1 - BAT 11)

- des matériaux et produits contenant de l'amiante sur connaissance de l'opérateur :

Résidus de plaque (RDC K2 - BAT 1 extérieur)

Recherche de présence d'hydrocarbures aromatiques polycycliques dans les enrobés de voiries

Les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) sont des molécules toxiques classées CMR (agent cancérigène, mutagène, et repro-toxique). Des teneurs élevées de HAP peuvent être rencontrées dans des couches de chaussées, des goudrons ou bitume-goudrons et des additifs fluxants pour la fabrication des enrobés ayant été utilisés pour certains jusqu'en 2005. C'est pourquoi, la réglementation relative aux déchets a défini des seuils de teneurs en HAP à la fois pour le recyclage des enrobés et pour leur élimination dans des installations de stockage.

La directive 2003/33/CE définit les installations de stockage par type de déchet et l'annexe III de la directive 2008/98/CE définit les priorités qui rendent les déchets dangereux (1). En dessous de 50 ppm (ou mg/kg), les enrobés peuvent être recyclés à chaud, à froid ou déposés en installation de stockage de déchets inertes (ISDI). Entre 50 ppm et 500 ppm, les enrobés peuvent être recyclés à froid ou déposés en installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND). Au-delà, de 500 ppm, les enrobés ne peuvent pas être recyclés et devront être orientés vers des ISDND ou des installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Le repérage des HAP est donc nécessaire pour valoriser ou éliminer les déchets d'enrobés de chaussées. (1)

Le guide Cerema « Acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en technique routière » fixe les seuils de teneur en HAP à 50 ppm et 500 ppm pour le recyclage des enrobés respectivement à chaud et à froid.

Le rapport de repérage amiante avant travaux ref n° : BURGEAP-SOLENZARA-RADU-ENR en date du

13/12/2017 a été transmis à la C.SPS.

En conclusion du rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles (*) de contenir de l'amiante : après analyses, ils contiennent de l'amiante.

Voir également détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Présence de plomb dans les existants

Rappel réglementaire :

Les bâtiments de l'opération ont été construits et/ou rénovés entre 1947 et 1990. Le Maître d'Ouvrage a donc l'obligation de réaliser le Constat des Risques d'Exposition au Plomb (suivant la norme NFX 46.030 et code de la santé publique) ou un diagnostic plomb avant travaux, dans le cadre de l'évaluation des risques liés à son bâtiment.

Présence de plomb dans les existants :

Le rapport de repérage amiante avant travaux ref n° : n° BURGEAP-SOLENZARA-RADU-AM-PBen date du 28/12/2017 a été transmis à la C.SPS.

En conclusion du rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant du plomb après analyse en laboratoire.

NOTA : Les diagnostics avant travaux seront joints au DCE.

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Pour tous travaux à proximité de réseaux enterrés ou aériens, les entreprises sont tenues de se renseigner sur l'existence et de la localisation de ces ouvrages ou réseaux auprès des différents concessionnaires :

- Plans de récolements : fournis par le camp.
- Sondages.
- Demande de renseignements.
- Proximité de l'aéroport : effectuer les démarches pour tout montage d'engin de levage type grue après de l'armée de l'air.

OBLIGATION DE REALISATION DES VRD AU PREALABLE DE L'OPERATION :

« Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760.000 €, le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail. Le maître d'ouvrage prend les mesures nécessaires, avant toute intervention des entrepreneurs et des sous- traitants sur le chantier dans les conditions prévues à la présente section. »

=> Code du travail, travail, art. R. 4533-1 et suivants

MISE A DISPOSITION EN LIMITE DE CHANTIER, LA POSSIBILITE AUX ENTREPRISES D'EFFECTUER LEURS BRANCHEMENTS PROVISOIRES DE CHANTIER :

o électricité, eau potable, téléphone

o la gestion est prise en charge par les entreprises via un compte prorata

A effectuer au préalable pendant la période de préparation du chantier

Intervenant : M.O / Lot UNIQUE

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

POSE EN LIMITE DE CHANTIER DES CLOTURES DU CHANTIER :

- Clôtures opaques et jointives et ont une hauteur de 2,00 m pour les clôtures extérieures
- aspect propre et non bosselé des clôtures
- Pose d'un portail pour mettre l'accès au chantier fermant à clé
- Pose d'un portillon de même type

Localisation : SK2

Les autres sites (SK Mer et SK1) seront fermés à l'exploitant pendant la durée des travaux. Ces sites bénéficient actuellement d'une cloture et des conditions particulières d'accès qui seront préciser par l'exploitant.

Intervenant : Lot UNIQUE

3.2.2. Accès

METTRE EN PLACE UNE PROCEDURE QUI PERMET LA VERIFICATION DES PERSONNELS AUTORISES A PENETRER LE CHANTIER, à titre d'exemple:

- remise de badge aux intervenants du chantier ou
- La carte du BTP et les papiers d'identités des compagnons pourront l'objet d'un contrôle
- Demander à toutes les entreprises de tenir à jour sur le chantier la liste des personnels présents
- Faire établir un protocole d'accès pour les opérations de chargement et déchargement des fournisseurs ou faire établir dans le PPSPS les conditions d'accès des fournisseurs.
- Faire isoler par des barrières de protection toute zone de chantier dangereuse et non contrôlée
- Contrôle visuel des intrusions intempestives par le ou les responsables du chantier.
- Signalisation aux accès de la zone.

L'entreprise titulaire du lot aura la charge de la gestion des accès au chantier.

PERSONNES AUTORISEES A ENTRER SUR LE CHANTIER :

- Les personnes liées par contrat à la conception et réalisation de l'opération : Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, OPC, CSPS, contrôleur technique, entrepreneurs notifiés, sous-traitants, fournisseurs
- Les personnes extérieures à la réalisation : visiteurs autorisés par le maître d'ouvrage, services publics
- Les personnes autorisées par une disposition légale ou réglementaire : Inspection du Travail, CRAM, OPPBTP, pompiers, services de police, médecin du travail

GARDIENNAGE DU CHANTIER :

L'entreprise titulaire du lot contrôle l'accès au chantier.

Pour les périodes hors activité du chantier (ex : intempéries, congés) : mettre en place une surveillance de la signalisation et du chantier.

Intervenant : Lot UNIQUE

3.2.3. Circulations

L'entrée du chantier permettra le passage de camions et d'engins.
Les entreprises auront accès aux zones du chantier et à la zone de stockage suivant plan d'installation (portail d'accès au chantier à ouvrir et à refermer après chaque passage)
Les véhicules légers de l'entreprise se gareront sur les parkings prévus sur le plan d'installation.

Concernant l'utilisation des voies publiques, assurer l'entretien et la propreté de celles-ci.

Intervenant : Lot UNIQUE

3.2.4. Signalisation

POSE DES PANNEAUX REGLEMENTAIRES DE VOIRIES

- mettre en place à l'entrée du chantier de panneaux « Chantier Interdit au Public » et « Port des E.P.I. Obligatoire »
- mettre en place de signalisation provisoire de chantier pendant l'activité du chantier et hors activité du chantier et pendant toute la durée du chantier à la sortie de la zone de stockage et de la- base vie

POSE DU PANNEAUX DES INTERVENANTS DU CHANTIER :

R.8221-1 du code du travail

- mettre en place à l'entrée du chantier un panneau indiquant les intervenants du chantier et le numéro de permis de construire /démolir

AFFICHAGES REGLEMENTAIRE DANS LA BASE VIE :

- Afficher dans la base vie les horaires du chantier
- Le numéro des secours
- La déclaration préalable du chantier

Intervenant : Lot UNIQUE

3.2.5. Stationnements

Les véhicules légers de l'entreprise se gareront sur les parkings prévus sur le plan d'installation.

3.2.6. Stockage

Les zones de stockage du chantier seront balisées et fermées.

L'entreprise de désamiantage précise dans son PPSPS les zones de stockage "tampon" qu'elle entend utiliser pendant la durée du chantier. Ces zones sont condamnées, réglementairement signalées et exclusivement réservées à l'entreprise de désamiantage.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

ELECTRICITE :

L'Entreprise titulaire installera l'armoire générale et effectuera le branchement électrique des cantonnements, depuis le coffret de raccordement dito.

- L'éclairage de toutes les circulations horizontales et verticales du chantier, par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols,
- Les câblages de distribution et coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, avec prises électriques en nombre suffisant, y compris 380 V

Le nombre d'armoires sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 25 m

en tous points du chantier.

- Les armoires électriques seront étanches, et munies d'un arrêt d'urgence. Elles seront en permanence fermées à clef, le branchement de prises de courant ainsi que le réarmement devant se faire sans avoir à ouvrir la porte.

- La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé, frais à la charge de l'Entreprise.

- La maintenance (y compris le remplacement des lampes), ainsi que le repliement des installations seront dus par l'Entreprise.

EAU POTABLE

L'Entreprise titulaire devra le branchement en eau, depuis la vanne d'arrêt générale, et la réalisation du réseau provisoire complet des cantonnements et du chantier

La maintenance pendant toute la durée de l'opération, ainsi que le repliement des installations, seront dus par l'Entreprise.

EGOUTS

L'Entreprise titulaire effectuera la réalisation des raccordements à l'égout des cantonnements, et procédera à la récupération des eaux issues du désamiantage, et leur évacuation à l'égout.

La maintenance pendant toute la durée de l'opération, ainsi que le repliement des installations, seront dus par l'Entreprise titulaire.

TELECOMMUNICATIONS

L'Entreprise titulaire aura à sa charge le branchement téléphonique / fax du chantier, ainsi que l'abonnement et le montant des communications pendant toute la durée de l'opération.

La maintenance pendant toute la durée de l'opération, ainsi que le repliement des installations, seront dus par l'Entreprise titulaire.

Intervenant : Lot UNIQUE

3.2.8. Cantonnements et entretien

POUR CHAQUE SITE :

Le titulaire du Lot UNIQUE mettra en place la base vie et procédera à la mise en commun avec les autres entreprises intervenantes sur le chantier de l'utilisation de la base vie, à titre gratuit ou gérée par la mise en place d'un compte prorata ou par la création d'un lot spécifique par le maître d'œuvre.

Une salle de réunion : 1 bungalow simple ou salle de réunion mis à disposition par le maître d'ouvrage qui fera office de bureau pour le maître d'œuvre. Les caractéristiques de ce bureau seront les suivantes :

? 20 m² avec 6 chaises et une table de réunion.

? Ce bureau sera éclairé et chauffé, ne sera pas utilisé comme bureau d'entreprise et sera toujours maintenu propre.

Les Vestiaires : un bungalow : Les Vestiaire et lavabos seront installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail):

? Éclairé

? Chauffé en saison froide

? Sol et parois facilement nettoyables

? Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412,149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail

? Maintenu en état constant de propreté

? Installations séparées si personnel mixte

? Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage

Composition des Vestiaires (article R4228-6 du code du travail) :

? Sièges en nombre suffisant

? Armoires individuelles : ininflammables, à double compartiment et munies de serrure ou cadenas

Les Sanitaires : un bungalow

- ? Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :
- ? 1 lavabo pour 10 travailleurs
- ? Eau potable
- ? Température réglable
- ? Moyens de nettoyage
- ? Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
- ? 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés
- ? Chasse d'eau
- ? Éclairage
- ? Chauffage en saison froide
- ? Sols et parois imperméables et facilement nettoyables
- ? portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur
- ? Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires
- ? Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail
- ? 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau
- ? Papier hygiénique
- ? Installations séparées en cas de personnel mixte
- ? Douches
- ? Obligatoires pour tous chantiers ou s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947
- ? modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.

Réfectoire : un bungalow

Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :

- ? Tables + chaises
- ? Réchaud
- ? Garde-manger
- ? Réfrigérateur si possible
- ? Maintien en état constant de propreté

Tous ces locaux seront correctement éclairés, raccordés selon leur destination aux évacuations et alimenté en eau.

Les entreprises devront confirmer leurs besoins à l'entreprise titulaire qui établira le plan d'installation de chantier.

NOTA : sur les sites de SK Mer et SK1, un bâtiment équipé de sanitaire et d'un refectoire peut mis à disposition par la BA 126. Néanmoins, la C.SPS note que ces bâtiments peuvent être sous-dimensionnés compte tenu de l'effectif de pointe attendu, soit environ 10 personnes.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

- L'entreprise titulaire du lot mettra en place les moyens généraux prévus pour l'évacuation des gravats : goulottes, bennes.
- Le nettoyage permanent de l'ensemble du chantier sera assuré par l'entreprise titulaire du lot : le chantier devra rester propre en permanence
- Règles générales de nettoyage du chantier applicables à toutes les entreprises.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les

entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.
Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateurs SPS collabore avec le maître d'oeuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **LOT UNIQUE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue »,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **LOT UNIQUE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION
Accès	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION
Circulations	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION
Signalisation	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION
Stationnement	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION
Stockage	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION
Réseaux provisoires de chantier	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION
Coffret électrique général	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION
Coffret divisionnaire et éclairage	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION
Cantonnement	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION
Infirmier de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION
PIC	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION
Protections collectives	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION
Accès hauteur communs	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Déchets - Gravats	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN D L'OPERATION

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Préparation de chantier		Désamiantage	Amiante Amiante Amiante Amiante	
		DEPLOMBAGE	Plomb	
		DECONSTRUCTION	Bactéries, virus, parasites	analyse des produits et du contexte
		DEMOLITION	Chute d'objets, éclats Collision, heurt Inflammation, explosion Inhalation poussières
2 Électricité		LOT UNIQUE - Electricité	Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect	Consignations des réseaux avant démolition .
3 Chaudronnerie		Mise en place tuyauteries	Chute d'objets, éclats	Balisages zone d'évolution nacelles
4 Tuyauteries et accessoires		tuyauteries	Engins et matériels Déplacement de plain-pied Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied	. Protections collectives sur tous les planchers Protection et signalisation des trémies Pose des escaliers définitifs à l'avancement. . . Balisages zone d'évolution nacelles .
5 Génie civil		Terrassement - VRD	Contraintes météorologiques Collision, heurt Inflammation, explosion Rupture, effondrement Multi danger	Temps. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied Interrompt immédiatement les travaux et avertir les autorités compétentes. . .

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - Préparation de chantier

Désamiantage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Amiante	Préalable - Informer les riverains des travaux envisagés - Prévoir les modalités en eau et électricité pour les besoins du chantier - Effectuer les mesures d'empoussièrement environnemental afin de vérifier si le seuil de 5 fibres/litres d'air n'est pas atteint, avant et après travaux. (Code la Santé Publique) - Définir un lieu de stockage des déchets non réutilisés : établi dans le plan de retrait amiante de l'entreprise en charge des travaux de retrait.	
Amiante	Méthodologie applicable sur les chantiers sous-section 3 : Les travaux de retrait ou l'encapsulage des matériaux contenant de l'amiante s'ils sont mis en œuvre par le maitre d'ouvrage sur cette opération, devront s'effectuer suivant les dispositions prévues à la sous-section 3 du décret du 04 mai 2012. Le maitre d'ouvrage devra : • Notifier une entreprise certifiée, certifications délivré par un organisme certificateur. • Effectuer les mesures d'empoussièrement afin de déterminer les moyens de protections collectives adéquates. Avec l'outil scolamiant.e.inrs.fr, on peut avoir une approche du niveau d'empoussièrement o Scolamiant.e donne pour la présente opération : soit un niveau d'empoussièrement compris entre 100 f/l< niveau 2< 6000f/l o Niveau 2 = risque moyen o Le choix des EPI et des protections collectives dépend du niveau de risque.	
Amiante	• Préparation de chantier : o Etablir pour chaque chantier un plan de retrait <input type="checkbox"/> transmis au plus tard un mois avant travaux à l'inspection du travail du lieu du chantier. <input type="checkbox"/> attention: il faut au minimum un délai de 1 mois pour que l'Inspection du Travail donne sa réponse pour valider ou non le plan de retrait présenté par l'entreprise o Etablir la Déclaration de travaux, PPSPS o Préparations des installations : <input type="checkbox"/> Cantonnements à la charge du maitre	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>d'ouvrage, aérés et chauffés</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Zone de stockage des matériels, des déchets non pollués, du stockage des déchets amiantés <input type="checkbox"/> Définition des circulations des engins et des piétons. o Travaux préliminaires : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Dégagements des locaux <input type="checkbox"/> Consignation des réseaux <input type="checkbox"/> Alimentations en électricité o Préparation de la zone de travail <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Sas personnel et sas déchets <input type="checkbox"/> Isolement simple ou double peau dynamique <input type="checkbox"/> Mise en dépression et contrôle de la dépression o Validation avec un bilan aéraulique et test à la fumée <p>• Pendant les travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Mesure d'empoussièrement par l'entreprise o Fiche de suivi de mise en décharge (autorisée pour accueillir ce type de matériaux) via le BSDA (voir annexe) o Opérateurs et l'encadrement formé sous-section 3 (technique et de chantier) à la prévention des risques liés à l'amiante par un organisme de formation certifié (CERTIBAT ou I.CERT) o Pictogrammes de signalisation o Interdiction aux personnes non concernées 	
Amiante	<p>• Après le retrait des produits amiantés, des protections collectives et avant restitution :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Examen visuel de toutes les zones susceptibles d'avoir été polluées, par un diagnostiqueur certifié o Réalisation d'une mesure d'empoussièrement par le donneur d'ordre. <p>• Rédiger un rapport de fin de travaux remis au donneur d'ordre.</p>	
	<p>Focus sur quelques règles techniques en matières de retrait d'amiante :</p> <p>Les méthodes de travail à suivre ont fait l'objet, par l'intermédiaire de l'arrêté du 8 avril 2013, de prescriptions détaillées dont le suivi est impératif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • privilégiez le travail à l'humide, le percement manuel, etc. ; • fournissez à vos salariés les EPC/EPI adaptés en fonction de votre évaluation des risques, du niveau d'empoussièrement et de la liste fournie par l'arrêté du 7 mars 2013 ; • isolez, autant que faire se peut, la zone de 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>travail où est présente l'amiante ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • prévoyez un aspirateur avec une filtration absolue à très haute efficacité ; • prévoyez du film plastique à étendre sur le sol et assurez-vous de récupérer toutes les poussières ; • prévoyez un pulvérisateur pour pulvériser un fixateur de fibres ; • prévoyez des sacs en plastique avec et sans étiquetage « amiante » pour l'évacuation des déchets. Les débris et poussières, les vêtements jetables, les masques ou les filtres de masques, les films plastiques, après conditionnement en double ensachage étiqueté amiante, vont vers des centres de stockage de DIS (déchets industriels spéciaux, classe 1) ou vers des centres de vitrification. L'amiante-ciment est évacuée vers des centres de stockage comportant des alvéoles dédiées aux déchets amiante-ciment (centres de classe 2 ou « autorisé »). • Prévoyez une procédure de décontamination des salariés et de leurs EPI. 	

DEPLOMBAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Plomb	<p>Dans un contexte où les travaux qui confrontent les salariés du bâtiment à la présence de plomb consistent, directement ou indirectement, à réduire ou supprimer ce risque, celui-ci n'est pas évitable en tant que tel. Il est donc fondamental de mettre en œuvre des actions à la fois sur le plan organisationnel, technique et humain afin d'empêcher la production ou la dissémination de poussières, leur ingestion ou leur inhalation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evaluer les risques par le biais du diagnostic de présence du plomb • Choisir le mode opératoire adapté 	

DECONSTRUCTION

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Bactéries, virus, parasites	Curage des réseaux avant intervention Vaccination si nécessaire Baliser les zones d'intervention Locaux pollués Analyse spécifique et définition des mesures adaptées	.

DEMOLITION

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Limiter le personnel lors de la démolition. Démolition réalisée essentiellement à l'aide d'engins avec protection conducteur. Pas de travaux en superposition de tâches. Neutralisation de la zone d'intervention.	Respect du balisage en place
Collision, heurt	Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers,	Respect du balisage
Inflammation, explosion	Consignation des zones à risques, à commencer par les réseaux existants (électricité/ gaz/ eau/ cuves fuel). Dégazage des cuves en amont de leur dépose. Recherche de la présence et de la nature, repérage, consignation, neutralisation, dé-pose, de tous les réseaux existants compris analyse de l'impact éventuel sur les installations existantes voir en service, avant toute intervention, Obtenir de la MOA l'ensemble des plans de récollement des réseaux enterrés avant de commencer les travaux (présence de nombreuses cuves à fuel, réseaux gaz,	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	réseaux électriques, AEP, etc Un rendez-vous de mise au point avec les différents concessionnaires sera indispensable en réunion préparatoire Mise en place si nécessaire de protections sur les ouvrages et habitations adjacentes destinées à limiter toute projection de gravats et poussières	
Inhalation poussières	Afin de prévenir l'émission de poussières, l'entreprise procédera à une brumisation des gravats.	.

Séquence : 2 - Électricité

LOT UNIQUE - Electricité

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Consignations des réseaux avant toutes démolition, demande des PV de consignation avant le début des travaux	N'entreprendre les travaux de démolition sans remise d'un certificat de consignation par le lot électricité
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	.

Séquence : 3 - Chaudronnerie

Mise en place tuyauteries

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Mode opératoire maintien en position des tubes (berceaux de transport) neutralisation de zone (surplomb), EPI (soudure), caces	Respect des balisages, pas de surplomb ou sous plomb de tâche

Séquence : 4 - Tuyauteries et accessoires

tuyauteries

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	"Port du gilet rétro-réfléchissant et EPI tels que casque, chaussures de sécurité Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part."	.
Déplacement de plain-pied	Plancher haut, escalier, trémies (liés à leur mise en place et à la circulation du personnel de chantier) :• mise en place de protections collectives sur tous les planchers (y-compris planchers collaborant) et escaliers où il y a risque de chute de hauteur• treillis soudés pour les petites trémies et signalisation• pose des escaliers définitifs à l'avancement	Respect des protections collectivesPort des EPI.
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC.	.
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières.Le cas échéant , il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	(projection) travail par humidification ou Modération	Respect des balisages, pas de surplomb ou sous plomb de tâche
Déplacement de plain-pied	Dispositif de maintien en position des tubes (berceaux de transport) neutralisation de zone (surplomb), EPI (soudure), caces "Création d'un accès piétons différent de l'accès engin. Pose des signalisations et signalétiques permettant la sécurité des piétons (passages piétons, panneaux indiquant les accès...)." .	.

Séquence : 5 - Génie civil

Terrassement - VRD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contraintes météorologiques	Ne pas intervenir en cas de mauvaises conditions météo : Pluies, Vents, Orages et autres.	.
Collision, heurt	Toute disposition devra être prise pour limiter les risques induits par la coactivité et notamment : Les engins de transports de terrassements seront munis d'un système sonore de recul. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied (Port du gilet de haute visibilité)	.
Inflammation, explosion	En cas de découverte d'un engin susceptible d'exploser, le travail doit être immédiatement stoppé au voisinage jusqu'à ce que les autorités aient fait procéder à l'enlèvement de l'engin ou à la destruction de l'engin.	Interrompre immédiatement les travaux.
Rupture, effondrement	Blinder si nécessaire (fouilles en tranchée de plus 1,30m et de largeur égale ou inférieure au 2/3 de la profondeur). Se conformer aux préconisations du géotechnicien. Tenir compte des surcharges et des ébranlements dus à la présence de bâtiments mitoyens ou à la circulations des véhicules sur les voies se trouvant à proximité des tranchées, afin de déterminer l'inclinaison du talutage et la nature du blindage à mettre en place.. Surveillance permanente des travaux.	.
Multi danger	Lors des opérations de terrassement, la découverte de tout objet suspect, type obus, caisse ... entraînera l'arrêt immédiat de l'opération en cours, l'évacuation des	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	personnels à proximité, la mise en place d'un périmètre de sécurité balisé, et l'appel de la Préfecture pour identification. Les travaux ne reprendront qu'après autorisation écrite de la Maîtrise d'œuvre.	

Gros œuvre - Electricité - Plomberie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Aucun survol de charge au dessus des zones en travaux	.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Aucun survol de charge au dessus des zones en travaux	.
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Contraintes météorologiques	Prendre connaissance des conditions météorologiques pour utilisation en sécurité de l'appareil de levage. Survol de charge interdit au dessus des compagnons.	.

LOT UNIQUE - Charpente métallique

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	Grue mobile : Balisage des zones de levage Grue mobile ou grutier équipé d'un anémomètre Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Engins : Bip de recul Gyrophare sur engin Nettoyage des zones Circulations piétons dissociées des circulations engins.	Porter un gilet réfléchissant. Prévenir les risques de coactivité liés à la présence de plusieurs grues mobiles : le Maître d'œuvre et les entreprises veilleront à organiser les levages pour éviter toutes interférences.

Séquence : 6 - Revêtements

LOT UNIQUE - Revêtement de sols

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Protection des risques chutes de hauteur lors de l'installation base vie avec usage de protection collective : PIRL échafaudage , PIRL, PEMP et port des EPI harnais et stopchute. Aire levage balisée, signalée.	Ne pas circuler sous les charges à lever : bungalow etc Respecter les aires balisées des engins de levage.
Environnement naturel	Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.	Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de **LOT UNIQUE** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise de **LOT UNIQUE**
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.

- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera mettre ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera mettre ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera mettre ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protection collective dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera mettre ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également à la charge du défaillant. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES :

Aspiration, ventilation de locaux hors d'air : poussières bois, ciment.

- Port du masque obligatoire pour les ouvriers qui utilisent des rabots électriques ou des dégauchisseuses
- Utilisation d'appareils à récupération de poussière

Choix de modes opératoires et de produits ne pouvant pas entraîner des nuisances telles que le bruit, vibrations, poussières, gaz toxiques ... En cas d'impossibilité, l'emploi de matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti vibratiles) est obligatoire pour :

- ☐ Eviter ou limiter l'apparition des maladies TMS (troubles musculo –squelettiques, EN ADAPTANT LE TRAVAIL à L'HOMME

En cas de découverte de Matériaux et Produit Contenant de l'Amiante (MPCA) par exemple : canalisation amiante ciment ou tous types de colles ou mastic suspects):

- ☐ Arrêter les travaux sur la zone de découverte
- ☐ Evaluer la présence des MPCA => rapport de repérage amiante
- ☐ Retrait des MPCA par une entreprise formée si travaux sous-section 4
- ☐ Retrait des MPCA par une entreprise certifiée si travaux sous-section 3

TRAVAUX SPECIFIQUES :

Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre :

- ☐ travaux par points chauds (soudage, meulage, etc....)
- ☐ Travaux sur dispositif électrique pouvant entraîner une électrocution.
- ☐ Découverte d'engins explosifs datant de la seconde guerre mondiale.

PREVENTION DES RISQUES CONCERNANT LES REGLES DE STOCKAGE

Communication préalable au coordonnateur :

- ☐ des fiches de données de sécurité : FDS
- ☐ des règles de stockage,

Favoriser la ventilation des lieux de travail et de stockage.

Protection contre le bruit :

- ☐ L'employeur est tenu de réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu de l'état de la technique.
- ☐ Les entreprises devront retenir les procédés limitant les bruits à 85db. En cas d'impossibilité, il faudra prévoir d'autres solutions d'insonorisation :

- ☐ Réduction du bruit à la source
- ☐ Encoffrement de la source
- ☐ Suspension anti-vibratile
- ☐ Eloignement des machines
- ☐ Protection individuelle : casque antibruit

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

UTILISATION DE LA GRUE :

- Le personnel utilisant la grue aura obligatoirement un CACES GRUE et une autorisation de conduite signée par l'employeur
- Le dernier rapport de vérification de la grue sera transmis à la C.SPS et sera disponible sur le site

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la BA 126.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche. L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, **en informer LE SERVICE POMPIER DE LA BA 126**, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette

impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

FORMATION DU PERSONNEL AU MONTAGE DEMONTAGE DES ECHAFAUDAGE :

Toute entreprise qui mettra en en place des échafaudages aura son personnel formé au montage, démontage, réception de l'échafaudage. Les attestations de formation devront être fournies à la remise des offres et seront annexées au PPSPS.

TRAVAUX sur ECHAFAUDAGE

L'entreprise de montage et démontage de l'échafaudage devra justifier des attestations de formation de son personnel, suivant les recommandations R408 de l'assurance maladie.

- ☐ Transmettre les attestations de formation, annexées au PPSPS
- ☐ Transmettre et afficher sur le chantier le P.V de réception de l'échafaudage
- ☐ En cas de mise à disposition de l'échafaudage à une autre entreprise, l'entreprise utilisatrice devra justifier d'une formation « utilisation des échafaudages »

RAPPEL DE LA PROCEDURE :

Le montage et le démontage des échafaudages sont réalisés par un personnel spécialement formé

- ☐ Installation de passerelles munies de garde-corps placés à une hauteur de 90 centimètres et de plinthes de 15 centimètres de hauteur au moins, susceptibles d'être déplacées à l'aide d'un appareil de levage.
- ☐ Les échafaudages doivent être conformes à la réglementation en vigueur et notamment répondre aux exigences du décret n°2004-924 du 1ier septembre 2004.
- ☐ un responsable de l'entreprise sera présent pendant le montage des échafaudages et sera tenu de la bonne exécution de ce montage de ceux-ci (ancrages, nombre suffisant d'échelles d'accès aux différents niveaux, trappes de fermeture des trémies, formation et capacités physiques des personnels devant intervenir sur ces échafaudages...).
- ☐ Installation d'échelles de service en nombre suffisant fixées en tête et au pied, et des paliers de repos convenablement aménagés ;
- ☐ Rappel : les échelles ne sont pas des postes de travail, mais moyen d'accès au niveau supérieur ou inférieur. Des Plateforme Individuelle Roulante sont une alternative pour un travail en hauteur ponctuel
- ☐ Installation de passerelles munies de garde-corps placés à une hauteur de 90 centimètres et de plinthes de 15 centimètres de hauteur au moins, susceptibles d'être déplacées à l'aide d'un appareil de levage ;
- ☐ Elévation, dans les conditions prévues par l'article R. 4534-98, des travailleurs dans les nacelles, ou tous autres dispositifs similaires, suspendues à un appareil de levage.

En Référence à l'article 4534-97 du code du travail :

- ☐ Installation de planchers de travail fixes, munis de garde-corps placés à une hauteur de 90 centimètres et de plinthes de 15 centimètres de hauteur au moins ;

Editer un planning EXE pour chaque sous opération et transmettre à la C.SPS pour analyse.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de manutention et de chantier sera assurée par du personnel qualifié et autorisé par le responsable de l'entreprise, selon les engins utilisés. Les CACES et autorisations de conduites seront annexés au PPSPS.

Les engins de manutention et de chantier feront l'objet des vérifications réglementaires qui les concernent.

Les entreprises communiqueront au coordonnateur SPS, les projets d'installation de treuils, consoles, recettes en façade. L'entreprise fournira des descriptifs et des justificatifs des modes de fixation, charges, efforts exercés notamment exclusion de console sur étau simplement bloqué en force.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

MUTUALISATION DES ECHAFAUDAGES :

Sur le site, l'ensemble des travaux à réaliser au droit des façades ou intérieur nécessitera une mise en commun Des échafaudages.

Les divers lots concernés indiqueront d'une manière impérative leurs besoins respectifs en implantation, altitude, charges, durée et phasage, afin de finaliser cette installation par rapport au planning du chantier.

Une concertation devra notamment se faire entre les entreprises utilisatrices afin d'organiser les mises en commun.

Une réception des échafaudages devra être organisée avant l'utilisation par l'utilisateur avec l'entreprise ou la société ayant assuré le montage et le démontage. Une visite mensuelle de l'installateur permettra le contrôle des protections, voire l'entretien.

MESURE DE COORDINATION :

- ☐ accès périphérique en façades par échafaudage MDS mise en commun
- ☐ Convention interentreprises d'utilisation/ d'entretien

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

REALISATION D'UN PLAN DE CIRCULATION CHANTIER

- mettre en place une séparation matérialisée des zones de circulations des piétons qui sera indiquée sur le plan

- un contrôle du personnel ayant accès sur le chantier sera mise en place par l'entreprise titulaire du Marché

REALISATION DE CHEMINEMENTS PARTICULIERS PROVISOIRES POUR FACILITER L'EXECUTION DES TRAVAUX EST AUTORISEE

- l'entreprise titulaire reste responsable de la mise en place.
- Ces zones provisoires seront balisées, l'entreprise devra en signaler la durée au M.OE et au C.SPS auparavant.

FACILITER L'ACCES AUX NIVEAUX :

- Éclairage mis en œuvre à l'avancement des travaux

CIRCULATION CHANTIER

- Mise en œuvre de signalisations horizontales, verticales
- un contrôle du personnel ayant accès sur le chantier sera mise en place par l'entreprise titulaire du Marché
- cheminement clairement défini et sans entrave
- En cas de chantier en site occupé (sans accès direct aux postes de travail) : les entreprises définiront un périmètre de sécurité et fermeront par des clôtures aux normes le lieu d'intervention.

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Les entreprises de bâtiment doivent individualiser les emballages, transporter tous les déchets en respectant certaines conditions, ou les confier à un professionnel du déchet qui les valorisera dans les conditions légales, c'est-à-dire par réemploi, recyclage ou transformation en énergie, à l'exclusion de tout autre mode d'élimination.

Il existe trois classes d'installations de stockage, en fonction de la perméabilité de leur sous-sol et de leur mode de gestion (création d'alvéoles, captage des biogaz, traitement des rejets liquides) :

- Classe 1 : pour les déchets dangereux
- Classe 2 : pour les déchets non dangereux et non inertes
- Classe 3 : pour les déchets inertes

En référence du CCAG Travaux – arrêté du 8 septembre 2009 du Code des marchés publics :

L'article 36.1 précise les principes généraux : la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

- L'emplacement des bennes sera porté sur le plan d'installation
- Les entreprises indiqueront au M.O, M.OE et au C.SPS les conditions d'élimination ou d'évacuation des déchets

ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE

- Les zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux et déchets, gravats seront à porter sur le plan d'installation. Tout stockage en dehors de ces zones est interdit.

BENNES DE CHANTIER

- Des bennes seront installées et évacuées régulièrement (dès qu'elles seront pleines) par l'entreprise titulaire du marché.
- Des goulottes seront également installées
- L'entreprise titulaire de chaque marché mettra en place autant de bennes qu'ils existent de catégorie de déchets

L'entreprise titulaire du marché transmettra au maître d'ouvrage les bordereaux de suivi des déchets au maître d'ouvrage à chaque mise en décharge ou recyclerie via le site internet : <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>

- Terres existantes évacués
- Démolitions des bâtiments existants

Le brûlage à l'air libre, et donc sur le chantier, est interdit

- sauf à avoir une autorisation spécifique au titre des installations classées
- sauf pour les bois infectés par des insectes xylophages (termites, capricornes,...)

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise du lot Unique est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

Les déchets devront obligatoirement être emballés, pour éviter tout envol de détritrus vers la piste de la BA 126.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défailtantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -
- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage : s.o
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T : **Faire la demande auprès des services de la base aérienne : les réseaux passent sur le domaine privée de la base aérienne.**
- Demandes d'arrêtés - sans objet
- Autorisations concessionnaires - Base aérienne

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre contenus dans le CCTP.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

CHANTIER EN SITE OCCUPE :

- L'accès aux bâtiments se fera par l'entrée principale de la BA 126. Toutes les entreprises doivent réaliser un « plan de prévention » (PDP) avec la BA pour pouvoir accéder au site ;
- Tous les personnels devront porter leur badge de manière visible ;
- Un plan de circulation et un protocole de sécurité ont été fournis aux entreprises par la base aérienne :

Règle de priorités dans la zone d'interférences entre les utilisateurs et les véhicules des travailleurs du chantier : dans tous les cas de figures ce sont les personnels du camp qui ont la priorité sur les personnels du chantier.

De manière générale, les bâtiments concernés par l'opération devront être vidés de leurs occupants, afin d'éviter les risques liés aux interférences. Néanmoins, certains bâtiments sensibles devront faire l'objet d'une organisation plus pointues.

ZONES ATEX :

La présence des pompes et stockage de carburants montrent que l'opération de bâtiment se déroule à proximité de zone ATEX : atmosphère explosive.

Afin de déterminer les risques générés par l'opération, la C.SPS a analysé, le classement des zones ATEX de la station, **après l'avoir obtenu par le préventeur du DEA.**

Une fois que la zone d'intervention a été déterminée par le classement des zones ATEX, les entreprises intervenantes à proximité des sites identifiés ATEX, elles pourront intervenir avec les appareils et outis appropriés.

ALEAS CLIMATIQUES :

VENTS VIOLENTS

- Mettre en place en abonnement météorologique

ORAGES :

- Mettre en place en abonnement météorologique

FORTES CHALEURS

- Mettre en place en abonnement météorologique et prendre des dispositions organisationnelles

RAPPORT DE SOL OU ETUDE GEOTECHNIQUE :

L'étude Géotechnique G2 sera annexée au DCE. le titulaire se chargera de respecter les précautions du Bureau d'étude missionné par la G2 AVP.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Les entreprises tiennent compte de la présence d'un autre chantier à proximité.

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers en proximité, concernant le mode de communication avec les grutiers, ceux-ci afin d'éviter les interférences sur les mêmes fréquences en cas de communication par radio (Talkie-walkie).

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre doit demander au chef d'établissement voisin l'analyse de risque et de la surveillance analytique.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre doivent faire une demande à la DRIRE pour savoir s'il y a des tours aéro-réfrigérantes à proximité du chantier.

Si les travaux se déroulent à proximité d'une tour aéro-réfrigérante, le chef de l'établissement doit mettre une signalétique de sécurité signalant le port d'EPI appropriés (légionellose...).

Les entreprises utilisant des grues de tous types doivent donner les caractéristiques de celles-ci. Un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites doit être installé.

Le bâtiment DPMU fera l'objet d'une opération de démolition / reconstruction qui consiste en la création d'un nouveau poste de transformation en remplacement du poste Y05 (bâtiment n° 339) qui sera démoli ; la réalisation de deux nouvelles stations de captage d'eau et de piézomètres en remplacement d'ouvrages existants qui seront abandonnés et le déplacement d'une tourelle caméra. Les travaux seront prévus en 2025.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

(Sans objet ou)

- Le plan de prévention de l'établissement est joint en annexe,
- L'étude des modes opératoires tient compte du caractère de la production de l'établissement,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur la voie d'accès au site,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors de la clôture de chantier,
- La limitation de vitesse à l'intérieur de l'établissement est fixée à ??????,
- le seul accès au chantier autorisé depuis le cantonnement est ????????,
- Les bruits, poussières sont limités au minimum des connaissances et techniques de mise en œuvre actuelles,
- Les salariés du chantier et livreurs passent automatiquement par le local accueil de l'établissement,
- La voie pompier située ?????? doit rester libre en permanence,
- Les consignations et déconsignations de réseaux ne peuvent se faire qu'après avis du chef d'établissement du centre et des services de sécurité et de maintenance en place,
- Un permis de feu doit être établi pour chaque travail par point chaud,
- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site, livreurs, entreprises de maintenances, gardiens, transports de fonds, etc...
- L'entreprise de gros œuvre ou les lots concernés mettent en œuvre le paragraphe § 2.2 cloisonnements provisoires etc...
- Aucun travaux, en dehors de cette cloison, ne doit être réalisé pendant les heures d'ouverture de l'établissement,

- Les travaux de raccordements des fluides et ventilations sont exécutés en dehors des heures d'ouverture de l'établissement,
- permis de fouilles

NOTA A TOUS LES INTERVENANTS :

Toutes les dispositions énoncées dans le présent document, s'appliquent également vis à vis des chefs d'établissements, des boutiques et prestataires indépendants installés dans le centre.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Cas particulier

(Sans objet)

Un appartement témoin peut être mis en place suivant les indications du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

La sécurisation des accès est sous la responsabilité de l'entreprise assistée, éventuellement, des lots techniques concernés (protection contre chute d'objet, chute de hauteur & chute de plain-pied, etc...).

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

L'entreprise de désamiantage doit préciser dans son PPSPS, les mesures d'organisation qu'elle met en œuvre en cas de dégradation volontaire (pénétration des services de secours en zone confinée) ou non, du confinement (Alerte, Evacuation du chantier...)

Se conformer à la procédure

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Le PRS sera indiqué sur le Plan d'Installation du Chantier.

7.7. Modèle de fiche de secours

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers



et dites :

1.ICI CHANTIER : 20/SOLENZARA/DEA BA 126

Adresse : Dépôt Essence et Air
BA 126 20145 SOLENZARA

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Le PRS sera indiqué sur le Plan d'Installation du Chantier.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Projet de plan d'installation provisoire de chantier

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- DHOL 1
- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_METAH